



Rapport financier annuel 2008

Sommaire

1 Rapport de gestion du Conseil d'administration	p. 4	3 Comptes au 31 décembre 2008	p. 15
Risques relatifs aux marchés financiers	p. 4	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	p. 15
Activité de l'exercice 2008	p. 4	Compte de résultat	p. 16
Environnement	p. 4	Bilan	p. 17
Faits marquants	p. 5	Tableau de flux de trésorerie	p. 18
Résultats financiers de l'exercice 2008	p. 8	Annexe aux comptes	p. 19
Perspectives de l'exercice 2009	p. 8	Principes comptables appliqués	p. 19
Actionnariat et prises de participation	p. 8	Immobilisations financières	p. 20
Conseil d'administration	p. 9	Créances	p. 20
Organe de direction	p. 9	Capitaux propres	p. 21
Actionnariat salarié	p. 10	Emprunts obligataires et assimilés	p. 22
Commissaires aux comptes	p. 10	Emprunts et dettes financières divers	p. 23
Rapport sur les conséquences environnementales et sociales de l'activité	p. 10	Dettes d'exploitation	p. 23
		Charges d'exploitation	p. 23
		Charges financières	p. 24
		Produits financiers	p. 24
2 Rapport du Président du Conseil d'administration (article L 225-37 du Code de commerce)	p. 11	Portefeuille des instruments financiers dérivés	p. 25
Rapport du Président (article L 225-37 du Code de commerce)	p. 11	Valorisation de marché des instruments financiers dérivés	p. 26
Rapport des commissaires aux comptes (article L 225-235 du Code de commerce)	p. 14	Consolidation	p. 26
		Intégration fiscale	p. 26
		Personnel et organes de direction	p. 26

Rapport financier annuel 2008

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société, et que le rapport de gestion figurant en page 4 présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elle est confrontée. »

Charles Paris de Bollardière
Président-Directeur général



Le présent rapport financier annuel a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 22 avril 2009 conformément au I de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier.

Rapport de gestion du Conseil d'administration

Risques relatifs aux marchés financiers

Total Capital réalise la plupart de ses opérations en couverture des besoins de liquidité et de risque de taux du groupe Total. Les positions ouvertes, c'est-à-dire spéculatives, sont prises dans le respect de limites accordées par le Président. Total Capital réalise également des opérations de change, principalement pour la couverture de ses intérêts en devises ainsi que dans le cadre d'opérations de change à terme avec des filiales.

Activité de l'exercice 2008

Environnement

La crise financière, qui s'était clairement révélée en août 2007, n'a cessé de s'intensifier en 2008 en conséquence d'une poursuite de la récession immobilière et de la hausse des taux de défaut hypothécaire pour atteindre un paroxysme en septembre. Les tensions, tout d'abord présentes sur les marchés des produits titrisés, sur les marchés interbancaires et sur le marché de la dette corporate, se sont généralisées à l'ensemble des marchés d'actifs. La faillite de la banque Lehman Brothers a été l'élément déclencheur de cette exacerbation de la crise financière alors que, dans le même temps, les conjonctures des pays industrialisés confirmaient leur entrée en récession. Le 6 novembre 2008, la Banque d'Angleterre dans son communiqué a caractérisé cette crise de « crise la plus importante depuis près d'un siècle ».

L'économie de la zone euro a glissé dans la récession en 2008, face à des facteurs tels que le resserrement des conditions financières, les effets de patrimoine négatifs, l'affaiblissement de l'activité sur le marché du logement et l'accentuation des incertitudes, lesquels ont tous contribué à réduire la demande intérieure. Ainsi le taux de croissance du PIB de la zone euro a fortement baissé au 3ème trimestre 2008 à 0,7%, contre 2,6% au 3ème trimestre 2007. Parallèlement à cela, les évolutions des prix des matières premières, et en particulier du pétrole, ont été les déterminants principaux de l'inflation tout au long de l'année 2008. Jusqu'en juillet 2008, le prix des matières premières a connu une forte hausse et soutenu l'inflation. Il a enregistré depuis un très fort retournement à la baisse, induisant un mouvement puissant de désinflation et faisant naître des craintes de déflation. Par conséquent, les prix à la production industrielle et à la consommation ont augmenté sur l'ensemble de l'année 2008. En novembre 2008, par rapport à novembre 2007, les prix dans l'ensemble de l'industrie à l'exclusion de l'énergie ont progressé de 2,3% tandis que ceux de l'énergie ont augmenté de 6,3%.

La croissance du PIB des Etats-Unis enregistre une forte baisse au 3ème trimestre 2008 à 0,8%, contre 2,8% au 3ème trimestre 2007. La crise financière s'est aggravée alors que la croissance avait déjà été affaiblie par le repli prolongé de l'activité dans le secteur du logement. Un resserrement du crédit se traduira probablement par une contraction prononcée de l'activité à court terme et une nouvelle dégradation de la situation du marché du travail.

En Asie, la croissance a ralenti en 2008, notamment en Chine dont le taux de croissance économique est tombé à 9,5% en 2008, contre 11,9% en 2007. Le taux d'inflation 2008 devrait baisser faiblement de 5,2% en 2007 à 5% en 2008.

Aux Etats-Unis, la Réserve fédérale avait abaissé ses taux fin 2007 à 4,25%, puis à 2% au premier semestre 2008, se préoccupant davantage des risques d'une récession que d'une accélération de l'inflation. Le 16 décembre 2008, elle a abaissé le taux de ses fonds fédéraux dans une fourchette de 0% à 0,25%, alors que les pressions

inflationnistes ont diminué et que les signes d'une récession sont toujours plus nombreux (chômage, production industrielle, investissements, etc.). La banque d'Angleterre a, quant à elle, baissé son taux directeur le 4 décembre 2008 de 100 pb à 2%. Ce taux directeur s'élevait à 5,5% à la fin de l'année 2007. Enfin, la BCE a abaissé son taux de refinancement de 150 pb de 4% à 2,5% sur l'année 2008.

A la suite de la baisse des taux directeurs des banques centrales, les taux d'intérêts des marchés bancaires ont diminué. L'Euribor 3 mois est passé de 4,684% au 31 décembre 2007 à 2,892% au 31 décembre 2008. D'autre part, le Libor USD 3 mois est passé de 4,7025% au 31 décembre 2007 à 1,425% au 31 décembre 2008.

En 2008, l'euro s'est déprécié par rapport au dollar, son cours cotait à 1,3917 USD/EUR le 31 décembre 2008 contre 1,4721 USD/EUR le 31 décembre 2007. L'euro s'est par ailleurs fortement apprécié par rapport à la Livre Sterling, cotant à 0,9525 GBP/EUR le 31 décembre 2008 contre 0,7335 GBP/EUR le 31 décembre 2007.

En 2008, le cours du pétrole a chuté, son cours de clôture passant de 90,05 USD/bbl le 31 décembre 2007 à 48,82 USD/bbl le 31 décembre 2008, mais cette baisse ne reflète pas les variations de l'année 2008 avec un pic à 148,54 USD/bbl atteint le 3 juillet 2008.

En 2008 le CAC 40 a baissé de 42,7%. Le Nasdaq a reculé de 40,6% tandis que le Dow Jones diminuait de 33,8% en 2008.

La dégradation des fondamentaux de l'économie entraîne également une détérioration du marché du crédit. Le risque de défaut des entreprises augmente dans un contexte de crise financière et économique. L'iTraxx, l'indice des Credit Default Swaps des entreprises européennes à 5 ans, a augmenté de 126,5 pb, son cours de clôture passant de 50,61 pb le 31 décembre 2007 à 177,09 pb le 31 décembre 2008. Cependant, le marché du crédit corporate surperforme nettement le marché actions sur l'année 2008. Aux Etats-Unis, l'écart de performance sur le retour sur investissement atteint 30% sur l'Investment Grade et 8% sur le High Yield selon les indices de Merrill Lynch.

Les craintes économiques ont engendré un repli vers les rendements obligataires gouvernementaux. Le rendement du Bund 10 ans a diminué, son cours cotait à 3,077% le 30 décembre 2008 contre 4,355% le 28 décembre 2007. Le rendement du T-Note américain 10 ans a également baissé, passant de 4,415% le 31 décembre 2007 à 3,000% le 31 décembre 2008.

Faits Marquants

L'année 2008 a été marquée par la poursuite de l'activité de votre Société sur les marchés de capitaux par des programmes d'émissions de dette diversifiés décrits ci-après, le cas échéant associés à une activité de gestion de taux.

Des opérations de changes ont également été conclues en prolongement du développement des activités financières de votre Société tant vis à vis du groupe que du marché.

Programmes de Commercial Paper et de Billets de Trésorerie

Total Capital peut émettre sur des programmes de Commercial Paper (USCP, EUCP, CP GBP et CP CAD) avec TOTAL S.A. comme émetteur potentiel complémentaire. En revanche, seule votre Société est habilitée à émettre sur le programme de Billets de Trésorerie. Total Capital Canada Ltd., autre filiale de TOTAL S.A. est également émetteur sur le programme CP CAD et depuis le 30 septembre 2008 sur le programme USCP. Ces programmes offrent à votre Société une possibilité substantielle de levée de dette à court terme.

Les caractéristiques de ces programmes ainsi que l'encours moyen journalier sur l'année 2008 ont été repris ci-dessous :

Programme	Plafond du programme	Encours moyen journalier sur l'année	Evolution par rapport à 2007
EURO CP	3 G USD	0,002 G USD	- 99%
US CP	13 G USD	3,53 G USD ⁽¹⁾	- 33%
BT	5 G EUR	0,08 G EUR	- 97%
UK CP	0,5 G GBP	-	-
CAD CP	2 G CAD	⁽²⁾ -	-

(1) Total Capital Canada Ltd. est co-emprunteur sur ce programme depuis le 30 septembre 2008. L'encours moyen journalier sur l'année 2008 en tenant compte des émissions réalisées par Total Capital Canada Ltd. s'élevait à 3,78 G USD.

(2) Toutes les émissions sous ce programme ont été uniquement réalisées par Total Capital Canada Ltd.. L'encours moyen journalier sur l'année 2008 en tenant compte des émissions réalisées par Total Capital Canada Ltd. s'élevait à 1 G CAD.

Il n'est pas prévu d'augmenter en 2009 les plafonds des programmes de Commercial Paper et de Billets de Trésorerie.

Programme EMTN

Total Capital agit aux côtés de TOTAL S.A., comme émetteur principal sur un programme d'un montant de 15 G EUR, depuis le 28 octobre 2008, sous garantie TOTAL S.A..

En 2008, votre Société a émis pour 2,9 G EUR (après swap) d'emprunts dans le cadre de ce programme, ce qui porte au 31 décembre 2008 à 4,0 G USD et 7,8 G EUR (après swap) l'encours des fonds levés par votre Société dans le cadre de ce programme.

Le total des fonds levés dans le cadre de ce programme y compris les emprunts déjà remboursés depuis sa mise en place s'élève à 7,7 G USD et 7,9 G EUR (après swap) au 31 décembre 2008 soit en tout 14,9 G EUR (somme des montants convertis au taux de conversion propre à chaque émission) dont 0,9 G USD (après swap) levés par TOTAL S.A. en 2000.

Il est prévu d'augmenter le plafond du programme EMTN en 2009 de 15 G EUR à 18 G EUR.

Programme AMTN

Total Capital a mis en place le 5 avril 2007 un programme-cadre de 1 G AUD, qui lui permettra de se financer sur le marché australien à tout moment et sur les maturités supérieures à un an.

Programme-cadre américain (Shelf)

Un programme-cadre de 4 G USD enregistré auprès de la Securities & Exchange Commission américaine a été déclaré effectif le 30 septembre 2005 par la Securities & Exchange Commission, et permettra à Total Capital de se financer sur le marché américain, mais aussi européen et asiatique, sur les maturités supérieures à un an. Le renouvellement de ce programme-cadre est envisagé en 2009.

Programme CMTN

Total Capital étudie actuellement la mise en place d'un programme-cadre de 3 G CAD, qui permettrait à Total Capital de se financer sur le marché canadien à tout moment et sur les maturités supérieures à un an.

Emissions Obligataires hors programmes

En 2008, votre Société a émis 0,8 G EUR (après swap) d'emprunts obligataires hors programmes, sous garantie TOTAL S.A.. Ces emprunts sont des emprunts placés sur le marché suisse pour 1,3 G CHF.

Portefeuille de lignes de crédit confirmées

Total Capital peut se financer à court et moyen terme en tant qu'emprunteur additionnel dans le cadre de la plupart des contrats de lignes de crédit de TOTAL S.A.. Le montant total du portefeuille de ligne de crédit de TOTAL S.A. atteint 7,6 G USD au 31 décembre 2008, soit 5,5 G EUR à la même date. Votre Société peut également se financer à court et moyen terme en tant qu'emprunteur additionnel dans le cadre quatre contrats de lignes de crédit de Total E&P Canada aux cotés de TOTAL S.A. et Total Capital Canada Ltd. Le montant total de ces quatre lignes de crédit de Total E&P Canada atteint 1,6 G CAD au 31 décembre 2008, soit 1,0 G EUR à la même date.

Agences de Notation

Les programmes d'émissions de Total Capital ont fait l'objet d'une notation à long terme et à court terme par Standard and Poor's : AA/A-1+ avec une perspective Stable, par Moody's : Aa1/P-1 avec une perspective Stable et par DBRS : AA/R-1 middle avec une perspective Stable.

Ces notations ont été rendues possibles par l'émission d'une garantie de TOTAL S.A. adossée à ces programmes.

Garanties de TOTAL S.A.

Les porteurs de titres émis dans le cadre des programmes de Total Capital bénéficiaient de la garantie de TOTAL S.A., renouvelée par le Conseil d'administration du 12 février 2008, jusqu'à hauteur de leurs plafonds qui sont de :

Programme	Montant de la garantie
EURO CP	3 G USD
US CP	13 G USD
BT	5 G EUR
UK CP	0,5 G GBP
CAD CP	2 G CAD
EMTN	15 G EUR
AMTN	1 G AUD
US SHELF	4 G USD

Les porteurs de titres émis dans le cadre des programmes de Total Capital bénéficient désormais de la garantie de TOTAL S.A., renouvelée par le Conseil d'administration du

11 février 2009, jusqu'à hauteur de leurs plafonds qui pourront être portés à :

Programme	Montant de la garantie
EURO CP	3 G USD
US CP	13 G USD
BT	5 G EUR
UK CP	0,5 G GBP
CAD CP	2 G CAD
EMTN	18 G EUR
AMTN	1 G AUD
US SHELF	4 G USD
CMTN	3 G CAD

Les émissions obligataires hors programme effectuées en 2008 pour un montant de 1,3 G CHF, soit 0,8 G EUR (après swap, converti au taux de conversion propre à chaque émission), bénéficient également de la garantie TOTAL S.A..

Par ailleurs, TOTAL S.A. a également renouvelé lors de son conseil du 13 février 2007 sa garantie relative à des opérations de couverture par des produits dérivés, notamment sous forme de swaps de taux ou de devises, d'options ou autres, que Total Capital pourrait être amenée à conclure en plus de ses émissions de dettes court-terme et long-terme.

Résultats financiers de l'exercice 2008

Total des produits et des charges

Pour l'année 2008, le total des produits financiers est de 1 000 254 695 Euros, le total des produits d'exploitation est nul et les produits exceptionnels sont nuls. Ainsi, le total des produits de l'exercice 2008 s'élève à 1 000 254 695 Euros.

Pour l'année 2008, le total des charges d'exploitation s'élève à 3 683 614 Euros, le total des charges financières s'élève à 992 006 809 Euros et celui des charges exceptionnelles est nul. Par ailleurs, le total de l'impôt sur les bénéfices pour l'année 2008 s'élève à 1 535 722 Euros. Ainsi, le total des charges de Total Capital, y compris l'impôt sur les bénéfices, pour l'année 2008 s'élève à 997 226 145 Euros.

Résultat d'exploitation, résultat exceptionnel, résultat net

Pour l'exercice clos au 31 décembre 2008, le résultat d'exploitation présenté se solde par une perte de 3 683 614 Euros, le résultat financier se solde par un bénéfice de 8 247 886 Euros, le résultat exceptionnel est nul et le résultat net se solde par un bénéfice de 3 028 550 Euros.

Affectation du résultat et rappel des distributions de dividendes au titre des trois derniers exercices

Compte tenu du report à nouveau des exercices précédents (416 760 Euros), le bénéfice distribuable de l'exercice ressort à 3 445 310 Euros. La distribution de dividendes au titre de l'exercice 2008 s'élève à 3 012 000 Euros et 433 310 Euros ont été affectés au report à nouveau. Un dividende de 2 502 000 Euros a été distribué au titre de l'exercice 2007, 7 002 000 Euros au titre de l'exercice 2006 et 4 002 000 Euros au titre de l'exercice 2005.

Capitaux propres après affectation du résultat

Après affectation du résultat, les capitaux propres s'élèveront à 763 310 Euros.

Montant des investissements et des désinvestissements

Aucun investissement ni aucun désinvestissement n'a été réalisé au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2008.

Perspectives de l'exercice 2009

L'exercice 2007 avait été marqué par une baisse de 33% du volume global d'émission à court-terme (CP et Billets de Trésorerie) de Total Capital

L'exercice 2008 a été marqué par une baisse de 63% du volume global d'émission à court-terme (CP et Billets de Trésorerie) de Total Capital.

L'exercice 2009 a débuté avec un volume d'activité substantiel qui permet d'envisager un volume d'activité probablement similaire à celui de 2008.

Actionnariat et prises de participations

L'actionnariat de Total Capital reste inchangé: l'actionnaire majoritaire de Total Capital demeure la société TOTAL S.A. (siège social: 2, place Jean Millier - 92400 COURBEVOIE) qui détient 99,98 % du capital. Les administrateurs de Total Capital détiennent 0,02% du capital.

Par ailleurs, au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2008, Total Capital n'a pris aucune participation dans une autre société.

Conseil d'administration

Liste des membres du Conseil d'administration avec l'indication des différents mandats qu'ils exercent au sein d'autres sociétés au 31 décembre 2008 :

Charles PARIS de BOLLARDIERE

Président Directeur-général

Président Directeur-général de SOFAX BANQUE
Président de TOTAL FINANCE (SAS)
Président de TOTAL FINANCE EXPLOITATION (SAS)
Président de TOTAL TREASURY (SAS)
Président de SOCAP SAS
Administrateur de SOCIETE FINANCIERE D'AUTEUIL
Membre du Conseil de Surveillance de Groupe STERIA SCA

Sociétés étrangères

Président de PETROFINA INTERNATIONAL GROUP
Administrateur de PETROFINA
Administrateur de TOTAL PENSIONS BELGIUM
Director de TOTAL CAPITAL CANADA Ltd

Dominique BONSERGENT

Administrateur jusqu'au 11 février 2009

Administrateur d'ODIVAL
Administrateur de SOFAX Banque
Administrateur de SES
Représentant permanent de TOTAL UNION OCEANE

Sociétés étrangères

Vice President de ELF OVERSEAS Ltd

Matthieu FAURY

Administrateur

Hervé JASKULKE

Administrateur jusqu'au 11 février 2009

Administrateur de SOCIETE FINANCIERE D'AUTEUIL
Administrateur de HUTCHINSON SA

Marie-Sophie WOLKENSTEIN

Administrateur

Sociétés étrangères

Director de ELF HYDROCARBURES PEROU Ltd

Bruno LECONTE

Administrateur

Dominique BONNET

Administrateur à compter du 11 février 2009

Patrick de la CHEVARDIERE

Administrateur à compter du 11 février 2009

Lors de la réunion du Conseil d'Administration du 11 février 2009, MM. Dominique Bonsergent et Hervé Jaskulké ont souhaité être déchargés de leur mandat d'administrateur. Afin de les remplacer, le Conseil a décidé de nommer à titre provisoire M. Dominique Bonnet en remplacement de M. Dominique Bonsergent et M. Patrick de la Chevardièrre en remplacement de M. Hervé Jaskulké pour la durée restant à courir des mandats, soit jusqu'à l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2011. Ces nominations ont été ratifiées par l'assemblée générale du 31 mars 2009.

Total Capital ne verse pas de jetons de présence aux membres de son Conseil d'administration.

Par ailleurs Total Capital n'a pas mis en place de politique d'attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions.

L'actionnaire majoritaire de Total Capital n'a pas non plus attribué d'options de souscription ou d'achat d'actions aux administrateurs de Total Capital à raison des mandats et fonctions exercés par ceux-ci dans Total Capital.

Organe de direction

Le Conseil d'administration a décidé, lors de sa réunion du 6 mai 2002, que son Président exercerait la direction générale de la Société. Cette décision n'a pas été modifiée depuis.

Actionnariat salarié

La Société ne dispose d'aucun effectif salarié propre.

Commissaires aux comptes

Les Commissaires aux comptes de Total Capital sont les suivants :

Commissaires aux Comptes titulaires :

ERNST & YOUNG AUDIT, nommé par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires du 29 mars 2006 et dont le mandat prend fin à l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires 2012.

KPMG AUDIT, nommé par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires du 29 avril 2005 et dont le mandat prend fin à l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires 2011.

Commissaires aux Comptes suppléants :

AUDITEX SA, nommé par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires du 29 mars 2006.

Alain BOUCHET, nommé par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires du 29 avril 2005.

Rapport sur les conséquences environnementales et sociales de l'activité

Total Capital ayant une activité purement financière et ne disposant d'aucun effectif salarié propre, son activité n'a aucune conséquence environnementale ou sociale qui puisse faire l'objet d'un rapport.

Rapport du Président du Conseil d'administration (article L 225-37 du Code de commerce)

Dans le cadre de l'article L 225-37 du Code de commerce, le Président rend compte à l'Assemblée Générale des conditions de préparation et d'organisation du Conseil d'Administration, des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par la Société et des éventuelles limitations de pouvoirs apportées par le Conseil d'Administration aux pouvoirs du directeur général.

La liste des membres du Conseil d'Administration avec l'indication des différents mandats qu'ils exercent au sein d'autres sociétés figure en page 9 du présent rapport. Lors de la réunion du Conseil d'Administration du 11 février 2009, MM. Dominique Bonsergent et Hervé Jaskulké ont souhaité être déchargés de leur mandat d'administrateur. Afin de les remplacer, le Conseil a décidé de nommer à titre provisoire M. Dominique Bonnet en remplacement de M. Dominique Bonsergent et M. Patrick de la Chevardièrre en remplacement de M. Hervé Jaskulké pour la durée restant à courir des mandats, soit jusqu'à l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2011. Ces nominations sont soumises à ratification de l'assemblée générale du 31 mars 2009.

Code de Gouvernement d'entreprise

Du fait de sa situation de filiale du Groupe Total, Total Capital ne se réfère pas à un Code de Gouvernement d'Entreprise spécifique. Outre les dispositions légales et réglementaires, la société suit les prescriptions des différents codes internes applicables aux sociétés et responsables du Groupe, tels que le Code de conduite du Groupe et le Code d'éthique financière.

I. Conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil

Le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées générales et dans la limite de l'objet social, le Conseil se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent. Il désigne les mandataires sociaux chargés de gérer la Société et contrôle leur gestion.

Le Conseil d'administration de la société s'est réuni à deux reprises au cours de l'année 2008 avec l'ensemble des administrateurs.

L'ordre du jour des réunions a comporté en particulier les points suivants :

Réunion du 12 février 2008 : démission et nomination d'un administrateur - examen et arrêté des comptes 2007 – compte rendu d'activité et rapport de gestion – convocation des actionnaires en assemblée générale – renouvellement de l'autorisation de procéder à l'émission d'emprunts obligataire – confirmation des pouvoirs financiers délégués par le Président-Directeur général ;

Réunion du 9 septembre 2008 : changement du libellé de l'adresse du siège social (la place de la Coupole étant devenue la place Jean Millier).

II. Rapport du Président du Conseil d'administration sur les procédures de contrôle interne

Du fait de sa situation de filiale du Groupe Total, Total Capital applique les procédures de contrôle interne du Groupe et du secteur d'activité auquel elle appartient. Le référentiel de contrôle interne retenu par le Groupe Total est celui du Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO). Dans ce référentiel, le contrôle interne est un processus destiné à fournir une assurance raisonnable pour la réalisation des objectifs suivants : la réalisation et l'optimisation des opérations, la fiabilité des informations financières et la conformité aux lois et réglementations en vigueur. Comme tout système de contrôle interne, il ne peut cependant fournir une garantie absolue que tout risque soit totalement éliminé. Total Capital en suit les préconisations tant sur le fond que dans la forme.

1. Environnement de contrôle

Le système de contrôle interne du Groupe Total est construit autour d'une organisation opérationnelle en trois niveaux : Groupe, secteurs d'activité (ou Branches), centres de profit. A chacun des trois niveaux, le contrôle interne est décliné en procédures spécifiques d'organisation, de délégation des responsabilités et de

formation du personnel qui sont conformes au cadre général du Groupe.

En tant que filiale du Groupe Total intégrée au sein de la Direction Trésorerie du Groupe – branche Holding, l'organe de contrôle de Total Capital s'appuie sur des fonctions support de la Direction Financière.

Cet organe est constitué :

- du Conseil d'administration,
- du département Contrôle & Gestion des Flux qui valide et contrôle les opérations engagées sur le marché par le Département des Opérations de Marché,
- et de la Direction de la Comptabilité qui assure la comptabilisation des opérations de Total Capital et procède aux déclarations aux différentes administrations sur la base des informations communiquées par le Département Contrôle et Gestion des Flux.

L'organisation du contrôle interne repose d'abord sur des facteurs clés profondément ancrés dans sa culture tels que l'intégrité, l'éthique et la compétence du personnel. Les ressources affectées au contrôle interne de Total Capital au sein du Département Contrôle et Gestion des Flux sont sensibilisées au contenu et à l'importance des règles de comportement qui sont formalisées dans un code de conduite disponible sur le site internet du Groupe.

2. Processus d'identification et d'évaluation des risques

Dans le cadre de la démarche annuelle d'élaboration du plan d'audit interne, La Direction Audit Groupe ainsi que le Trésorier effectuent une revue des risques. Cet examen conduit à proposer une liste de sujets d'audits pour l'année suivante. La liste des sujets ainsi recensés est complétée par des recommandations faites par ailleurs (commissaires aux comptes, ...).

L'activité de Total Capital est encadrée par un Comité hebdomadaire avec la Direction Financière et est reportée au Conseil d'administration de Total Capital et de TOTAL S.A., sa société-mère.

3. Activités de contrôle

Les activités de contrôle interne reposent sur la stratégie définie par la Direction Financière du Groupe, la définition

d'objectifs précis, l'organisation et les procédures. Ainsi, la politique de financement du Groupe, qui s'appuie sur Total Capital, est proposée par le Trésorier, également Président de Total Capital, et fait l'objet d'une approbation par le Directeur Financier du Groupe Total.

Les processus-clés de l'organisation sont étayés par des procédures formalisées de façon à pouvoir en contrôler l'application. Les procédures en place couvrent notamment les domaines d'engagement, d'approbation, d'autorisation, de contrôles et de ségrégation des tâches.

Les principaux processus sont :

- les opérations de change et de taux
- les opérations sur la dette court-terme et long terme

Total Capital dispose d'un reporting financier conforme aux exigences du cadre de gestion défini par la Direction Financière, aux règles et normes applicables. Les analyses et synthèses sont rapportées et commentées selon une périodicité hebdomadaire et diffusées aux responsables concernés. Par ailleurs, toute émission obligataire fait l'objet d'un contrat conforme au programme d'émission dans lequel elle s'inscrit. Enfin, dans le cadre de la loi Sarbanes Oxley, des contrôles clefs ont été identifiés avec les commissaires aux comptes sur chaque processus comportant un risque et font l'objet d'une procédure de tests précise et documentée conformément au calendrier arrêté.

4. Systèmes d'Information et de communication

Le contrôle des accès aux systèmes d'information constitue un élément clé du système de contrôle interne. La définition des habilitations du système d'information utilisé par Total Capital au sein des Départements Contrôle et Gestion des Flux et Opérations de Marché est de la responsabilité du responsable Système d'Information du Département qui en assure l'administration. Leur mise en œuvre technique est de la responsabilité de la Direction des Systèmes d'Information suivant des modalités définies entre les deux parties.

Le processus d'information financière produite par l'outil de gestion est étroitement lié au processus d'information comptable et financière du Groupe Total. Ainsi, l'information financière produite au Trésorier du Groupe, de façon hebdomadaire et mensuelle, concerne :

- les positions,

- les engagements,
- les financements.

La communication financière est assurée au niveau du Groupe Total.

5. Supervision du système de contrôle interne

L'audit du système de contrôle interne incombe principalement à une fonction centrale, la Direction de l'Audit Groupe, rattachée au Comité Exécutif en la personne du Secrétaire Général. Le planning des interventions est déterminé annuellement. Les commissaires aux comptes procèdent aux vérifications du contrôle interne qu'ils jugent nécessaires dans le cadre de leur mission de certification des comptes.

Les recommandations faites par la Direction de l'Audit interne à l'issue de leur mission sont systématiquement examinées. Lorsque des actions sont décidées, leur mise en application fait l'objet d'un suivi formel.

III - Limitation aux pouvoirs du Président-directeur général

Lors de sa séance du 6 mai 2002, le Conseil d'administration a décidé de confier au Président l'exercice de la direction générale de la Société. Cette décision n'a pas été modifiée depuis.

Aucune limitation aux pouvoirs du Président-directeur général n'a été mise en place par le Conseil d'administration depuis cette date, à l'exception des pouvoirs en matière d'émission d'emprunts obligataires, limités à 3 milliards d'euros par émission.

IV - Participation des actionnaires aux assemblées générales

Les assemblées générales d'actionnaires sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par la loi. Les statuts ne prévoient aucune modalité particulière relativement à la participation des actionnaires aux assemblées générales.

Rapport des commissaires aux comptes (article L. 225-235 du Code de commerce)

Exercice clos le 31 décembre 2008

Rapport des commissaires aux comptes, établi en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce, sur le rapport du président du conseil d'administration de la société Total Capital.

Aux Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Total Capital et en application des dispositions de l'article L. 225 235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Il appartient au président d'établir et de soumettre à l'approbation du conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que ce rapport comporte les autres informations requises à l'article L. 225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

Informations concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Autres informations

Nous attestons que le rapport du président du conseil d'administration comporte les autres informations requises à l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Paris-La Défense, le 12 février 2009

Les Commissaires aux Comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.
René Amirkhanian
Associé

ERNST & YOUNG Audit

Philippe Diu
Associé

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2008

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Total Capital S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant les montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que ces éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- *Dérogation aux principes comptables*

Total Capital S.A. déroge à l'utilisation des comptes d'écarts de conversion actifs et passifs selon les modalités présentées dans la note 1 de l'annexe. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables retenus pour l'arrêté des comptes, nous nous sommes assurés du bien-fondé de cette dérogation et de la correcte application de ces modalités.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous vous signalons que, contrairement aux dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce, votre société n'a pas mentionné dans son rapport de gestion les informations relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci. En conséquence, nous ne pouvons nous prononcer sur la sincérité de ces informations.

Paris La Défense, le 12 février 2009

Les Commissaires aux Comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.
René Amirkhanian
Associé

ERNST & YOUNG Audit
Philippe Diu
Associé

Comptes au 31 décembre 2008

Compte de résultat

(en euros)	2008	2007
Autres produits	-	-
Produits d'exploitation	-	-
Consommation en provenance de tiers	(3 522 082)	(4 460 475)
Impôts et taxes	(161 532)	(251 130)
Charges d'exploitation (note 8)	(3 683 614)	(4 711 605)
Résultat d'exploitation	(3 683 614)	(4 711 605)
Reprise sur amortissements, dépréciations et provisions		9 633
Intérêts sur prêts long terme	139 868 432	161 953 072
Intérêts sur comptes courants	4 077 059	213 105 790
Prêts sociétés du groupe	452 566 076	521 839 320
Produits des swaps	402 648 229	455 400 580
Intérêts sur dépôts bancaires	-	70 678
Profits de change	1 094 898	-
Produits financiers (note 10)	1 000 254 695	1 352 379 072
Intérêts sur emprunts obligataires	(454 849 169)	(445 820 564)
Intérêts sur commercial papers	(43 090 655)	(220 758 742)
Intérêts sur billets de trésorerie	(1 826 818)	(94 434 366)
Intérêts sur emprunts	(8 874 678)	(11 684 042)
Intérêts sur comptes courants	(251 737)	(47 129 172)
Intérêts sur swaps	(483 112 797)	(522 241 359)
Autres charges financières	(955)	(1 293 936)
Pertes de change	-	(1 164 577)
Charges financières (note 9)	(992 006 809)	(1 344 526 756)
Résultat financier	8 247 886	7 852 315
Produits exceptionnels	-	-
Charges exceptionnelles	-	-
Résultat exceptionnel	-	-
Impôts sur les bénéfices	(1 535 722)	(1 034 800)
Résultat Net	3 028 550	2 105 910

Bilan

ACTIF (en euros)	2008	2007
Actif Immobilisé		
Prêts immobilisés	11 168 526 400	2 392 385 014
Intérêts courus sur prêts immobilisés	71 028 968	24 013 206
Amortissements, dépréciations et provisions	-	-
Immobilisations financières, valeur nette (note 2)	11 239 555 368	2 416 398 219
Total Actif Immobilisé	11 239 555 368	2 416 398 219
Actif Circulant		
Comptes courants et prêts sociétés groupe	4 906 742 248	8 959 142 143
Créances rattachées	50 097 360	73 542 775
Débiteurs divers	9 844	2 939 996
Produits à recevoir sur swaps	223 176 337	229 489 618
Créances (note 3)	4 906 742 248	9 265 114 533
Total Actif Circulant	4 906 742 248	9 265 114 533
Charges constatées d'avance	393 101	-
Total Actif	16 146 690 717	11 681 512 752
PASSIF (en euros)	2008	2007
Capitaux Propres (note 4)		
Capital	300 000	300 000
Réserve légale	30 000	30 000
Report à nouveau	416 760	812 850
Réserves	446 760	842 850
Résultat de l'exercice 2007	-	2 105 910
Résultat de l'exercice 2008	3 028 550	-
Total Capitaux Propres	3 775 310	3 248 760
Provisions	-	-
Dettes		
Emprunts obligataires après swaps d'émission	14 081 811 939	11 348 955 011
Intérêts courus sur emprunts obligataires	251 214 112	244 789 108
Emprunts obligataires et assimilés (note 5)	14 333 026 051	11 593 744 119
Commercial Papers	718 545 664	-
Billets de Trésorerie	1 000 000 000	-
Comptes courants créditeurs	169 254	3 784 504
Dettes rattachées sur dettes financières divers	497 953	-
Charges à payer sur swaps	90 325 245	80 694 228
Emprunts et dettes financières divers (note 6)	1 809 538 116	84 478 731
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	68 668	41 142
Dettes fiscales et sociales	-	-
Autres dettes	-	-
Dettes d'exploitation (note 7)	351 241	41 142
Total Dettes	16 142 915 408	11 678 263 992
Produits constatés d'avance	-	-
Total Passif	16 146 690 717	11 681 512 752

Tableau de flux de trésorerie

(en milliers d'euros)	2008	2007
Flux de trésorerie d'exploitation		
Résultat net 2007	-	2 106
Résultat net 2008	3 028	-
Diminution (Augmentation) du besoin en fonds de roulement	435	(1 840)
Flux de trésorerie d'exploitation	3 463	266
Flux de trésorerie d'investissement		
Augmentations de prêts long terme	(9 200 093)	0
Remboursements de prêts long terme	516 185	1 261 120
Flux de trésorerie d'investissement	(8 683 908)	1 261 120
Flux de trésorerie de financement		
Dividendes payés	(2 502)	(7 002)
Emission nette d'emprunts	2 542 838	1 071 818
Variation des dettes financières à court terme	1 685 761	(9 720 945)
Variation des créances à court terme	4 455 449	7 673 141
Flux de trésorerie de financement	8 681 546	(982 988)
Augmentation (diminution) de la trésorerie	1 101	278 398
Incidence des variations de change	(1 101)	(278 398)
Trésorerie en début de période	0	0
Trésorerie à fin de période	0	0

Annexe aux comptes

Faits marquants

Durant l'année 2008, Total Capital a poursuivi son activité en tant qu'actrice sur les marchés par des programmes d'émissions diversifiés, le cas échéant associés à une activité de gestion de taux.

A court terme, Total Capital peut émettre sur des programmes de Commercial Paper (USCP, EURO CP, GBP CP et CAD CP) et sur un programme de Billets de Trésorerie.

A long terme, Total Capital agit aux côtés de TOTAL S.A., comme émetteur principal sur un programme d'EMTN d'un montant de 15G EUR, depuis le 28 octobre 2008, sous garantie Total S.A.. En 2008, Total Capital a émis pour 2,9 G EUR (après swap) d'emprunts ce qui porte au 31/12/08 à 4,0 G USD et 7,8 G EUR (après swap) l'encours des fonds levés par Total Capital dans le cadre de ce programme.

De plus, Total Capital a émis en 2008 pour 0,8 G EUR (après swap) d'emprunts obligataires hors programmes, sous garantie TOTAL S.A.. Ces emprunts sont placés sur le marché suisse pour 1,3 G CHF.

Les programmes d'émissions de Total Capital ont fait l'objet d'une notation à long terme et à court terme par Standard & Poor's : AA/A-1+ avec une perspective stable, par Moody's : Aa1/P-1 avec une perspective stable et par DBRS : AA/R-1 middle avec une perspective stable.

Ces notations ont été rendues possibles par l'émission d'une garantie TOTAL S.A. adossée à ces programmes.

Des opérations de change ont également été conclues en prolongement du développement des activités financières de Total Capital tant vis-à-vis du groupe que du marché.

1) Principes comptables appliqués

Principes généraux

Le bilan et le compte de résultat sont établis conformément aux dispositions de la législation française et aux pratiques comptables généralement admises dans les sociétés commerciales.

Règles et méthodes comptables

Les opérations de financement à long et moyen terme à l'intérieur du groupe Total sont enregistrées en immobilisations financières pour leur valeur nominale.

Opérations en devises

Total Capital a une activité principalement financière, dont les flux en devises présentent un caractère significatif. De ce fait, elle utilise une comptabilité multi-devises et déroge à l'utilisation des comptes « écarts de conversion actif et passif ».

Elle procède à une réévaluation des postes du bilan et du hors-bilan dont l'impact est enregistré en compte de résultat.

La réévaluation du hors-bilan long terme en devises est réaffectée aux postes du bilan auxquels les instruments financiers dérivés sont adossés (emprunts obligataires).

La réévaluation du hors-bilan court-terme en devises est enregistrée dans le poste « produits à recevoir sur réévaluation des positions de change hors-bilan » ou « charges à payer sur réévaluation des positions de change hors-bilan ».

Les positions en devises sont converties en euros sur la base du cours de change à la clôture de l'exercice.

Instruments financiers de taux et de devises

Les opérations sur instruments financiers à terme non dénouées figurent dans les engagements hors-bilan. Il s'agit essentiellement de contrats d'échange de taux d'intérêt et de devises négociés dans un but de couverture afin de gérer l'exposition de Total Capital aux fluctuations des taux d'intérêt et des cours de change des devises.

Les différentiels d'intérêts et les reports ou déports attachés à ces swaps ou contrats à terme sont constatés prorata temporis dans le compte de résultat, en charges ou produits financiers, sur la durée de vie des éléments auxquels ils sont adossés.

Les éventuelles pertes latentes accessoires aux opérations, pour lesquelles les critères de qualification comptable de couverture ne sont pas respectés, sont provisionnées.

Emprunts obligataires

Les emprunts obligataires transformés en dollars US ou en EUR par l'intermédiaire de swaps d'émission adossés individuellement, sont présentés en devise après swaps. Ils sont convertis au taux de clôture en date d'arrêt. Les pertes et profits résultant de la conversion au cours de clôture des emprunts en devise et des swaps d'émission sont enregistrés en résultat sous la rubrique : Pertes et Profits de change.

2) Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont constituées uniquement de prêts long terme contractés avec Total Treasury en dollars et en euros à taux variable et taux fixe. Ils sont intégralement adossés aux emprunts obligataires après prise en compte des swaps d'émission.

a) Mouvements des immobilisations financières

Immobilisations	Situation au début de l'exercice	Augmentations, acquisitions, apports	Diminutions cessions	(en milliers d'euros)
				Valeur brute à la clôture
Prêts immobilisés	2 392 385	9 268 298	492 157	11 168 526
Intérêts courus sur prêts immobilisés	24 013	71 029	24 013	71 029
Total	2 416 398	9 339 327	516 170	11 239 555

La variation des prêts immobilisés entre le 31 décembre 2008 et le 31 décembre 2007 s'explique principalement par le reclassement des prêts accordés aux filiales du court terme au long terme.

b) Echancier des immobilisations financières

	(en milliers d'euros)			
	Montant brut	A moins d'un an	Entre 1 et 5 ans	A plus de 5 ans
Prêts immobilisés	11 168 526	237 366	9 113 308	1 817 852
Intérêts courus sur prêts immobilisés	71 029	71 029	-	-
Total	11 239 555	308 395	9 113 308	1 817 852

3) Créances

Les créances sont à plus de 95% des prêts avec des sociétés du groupe Total (en particulier Total Treasury) pour un montant de 4,683 milliards d'euros.

Echéancier

	(en milliers d'euros)			
	Montant brut	A moins d'un an	Entre 1 et 5 ans	A plus de 5 ans
Comptes courants et prêts sociétés groupe	4 633 460	4 633 459	-	-
Intérêts courus / prêts sociétés groupe et comptes courants	50 097	50 097	-	-
Débiteurs divers	10	10	-	-
Produits à recevoir sur swaps et opérations à terme	223 176	223 176	-	-
Total des créances	4 906 742	4 906 742	-	-

4) Capitaux propres

a) Variation des capitaux propres

	Situation au début de l'exercice	Affectation du résultat 2007	(en milliers d'euros) Situation au 31 décembre 2008
Capital social	300		300
Réserve légale	30		30
Report à nouveau	813	-396	417
Résultat de l'exercice 2007	2 106	-2 106	0
Distribution de dividende		2 502	
Résultat au 31 décembre 2008			3 028
Total des capitaux propres	3 249	0	3 775

b) Composition du capital social

Le capital social de Total Capital est constitué de 30.000 actions d'une valeur nominale de 10 euros, elle est détenue de la manière suivante :

Actionnaire	Nombre d'actions	
TOTAL S.A.	29 994 actions soit	98,98%
Administrateurs	6 actions soit	0,02%

5) Emprunts obligataires et assimilés

Les emprunts obligataires ci-dessous sont présentés, dans un premier temps, avant transformation en dollars US ou euros majoritairement à taux variable et après impact de la réévaluation des swaps d'émission au titre du risque de change. Ces dettes après transformations en dollars US ou euros financent, entre autres, l'intégralité des prêts immobilisés.

Emprunts obligataires				(en milliers d'euros)			
Devise	Détail	En devise unitaire	31 décembre 2008	À moins d'un an	Entre 1 et 5 ans	A plus de 5 ans	31 décembre 2007
CHF	Existant au 31 décembre 2007	4 225 000 000	2 845 118	202 020	1 414 142	1 228 956	2 855 503
	75 M CHF 2,375%	75 000 000	50 505		50 505		
	100 M CHF 3,125%	100 000 000	67 340		67 340		
	150 M CHF 2,375%	150 000 000	101 010		101 010		
	100 M CHF 2,375%	100 000 000	67 340		67 340		
	200 M CHF 3,125%	200 000 000	134 680		134 680		
	100 M CHF 3,125%	100 000 000	67 340			67 340	
	100 M CHF 3,125%	100 000 000	67 340			67 340	
	100 M CHF 2,125%	100 000 000	67 340		67 340		
	100 M CHF 3,125%	100 000 000	67 340			67 340	
	200 M CHF 3,625%	200 000 000	134 680		134 680		
	100 M CHF 3,125%	100 000 000	67 340			67 340	
	AUD	Existant au 31 décembre 2007	750 000 000	369 932	123 311	246 621	
100 M AUD 7,5%		100 000 000	49 324		49 324		
150 M AUD 7,5%		150 000 000	73 986		73 986		
100 M AUD 7,5%		100 000 000	49 324		49 324		
CAD	Existant au 31 décembre 2007	600 000 000	352 983		352 983		484 463
EUR	Existant au 31 décembre 2007	2 992 000 000	2 992 000		2 692 000	300 000	3 742 000
	50 M EUR 3,875%	50 000 000	50 000		50 000		
	50 M EUR 3,250%	50 000 000	50 000		50 000		
	100 M EUR 3,875%	100 000 000	100 000		100 000		
	200 M EUR 4,125%	200 000 000	200 000		200 000		
	150 M EUR 3,875%	150 000 000	150 000		150 000		
	100 M EUR 4,125%	100 000 000	100 000		100 000		
	50 M EUR 3,875%	50 000 000	50 000		50 000		
	1 000 M EUR 4,750%	1 000 000 000	1 000 000		1 000 000		
	GBP	Existant au 31 décembre 2007	1 200 000 000	1 259 843		1 259 843	
50 M GBP 4,875%		50 000 000	52 493		52 493		
50 M GBP 4,625%		50 000 000	52 493		52 493		
50 M GBP 5,500%		50 000 000	52 493		52 493		
50 M GBP 4,875%		50 000 000	52 493		52 493		
50 M GBP 4,625%		50 000 000	52 493		52 493		
JPY	Existant au 31 décembre 2007	13 000 000 000	103 060			103 060	78 821
	10 000 M JPY JPLIB3M+0,15	10 000 000 000	79 278		79 278		
	25 000 M JPY JPLIB3M+0,12	25 000 000 000	198 192		198 192		
NOK	500 M NOK 6 %	500 000 000	51 282		51 282		
NZD	Existant au 31 décembre 2007	200 000 000	82 675		41 337	41 338	105 130
USD	Existant au 31 décembre 2007	2 900 000 000	2 083 782	431 127	1 652 655		2 275 661
	300 M USD 4,0%	300 000 000	215 564		215 564		
	100 M USD 5,0%	100 000 000	71 855		71 855		
	150 M USD 3,750%	150 000 000	107 782		107 782		
Total des emprunts obligataires avant swaps d'émission			13 893 196	756 458	11 194 023	1 942 714	11 744 831
Impact de la réévaluation des swaps d'émission			188 616	188 616			(395 876)
Total des emprunts obligataires après swaps d'émission			14 081 812	945 074	11 194 023	1 942 714	11 348 955
Intérêts courus / emprunts obligataires			251 214	251 214			244 789
Total			14 333 026	1 196 288	11 194 023	1 942 714	11 593 744

6) Emprunts et dettes financières divers

Echéancier des emprunts et dettes financières divers

	(en milliers d'euros)				
	31 décembre 2008	A moins d'un an	Entre 1 et 5 ans	A plus de 5 ans	31 décembre 2007
Commercial Papers	718 546	718 546			
Billets de Trésorerie	1 000 000	1 000 000			
Comptes courants créditeurs	169	169			3 785
Dettes rattachées sur dettes financières divers	498	498			
Charge à payer sur swaps	90 325	90 325			80 694
Total des dettes	1 809 538	1 809 538	0	0	84 479

7) Dettes d'exploitation

Echéancier des dettes d'exploitation

	(en milliers d'euros)				
	31 décembre 2008	A moins d'un an	Entre 1 et 5 ans	A plus de 5 ans	31 décembre 2007
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	69	69			41
Dettes fiscales et sociales	282	282			
Total des dettes	351	351	0	0	41

8) Charges d'exploitation

	(en milliers d'euros)					
	Au 31 décembre 2008			Au 31 décembre 2007		
	Entreprises liées	Autres	Total	Entreprises liées	Autres	Total
Consommation en provenance des tiers	3 309	213	3 522	4 149	312	4 460
Impôts et taxes		162	162		251	251
Total	3 309	375	3 684	4 149	563	4 712

9) Charges financières

	(en milliers d'euros)					
	Au 31 décembre 2008			Au 31 décembre 2007		
	Entreprises liées	Autres	Total	Entreprises liées	Autres	Total
Intérêts sur emprunts obligataires		454 849	454 849		445 821	445 821
Intérêts sur Commercial Papers		43 090	43 090		220 759	220 759
Intérêts sur Billets de Trésorerie		1 827	1 827		94 434	94 434
Intérêts sur Emprunts	8 875		8 875	11 458	226	11 684
Intérêts sur Comptes courants	252		252	47 129	-	47 129
Intérêts sur swaps	2 014	481 099	483 113	8 011	514 230	522 241
Autres charges financières		1	1		1 294	1 294
Pertes nettes de change ⁽¹⁾					1 165	1 165
Total	11 141	980 866	992 007	66 598	1 277 929	1 344 527

10) Produits financiers

	(en milliers d'euros)					
	Au 31 décembre 2008			Au 31 décembre 2007		
	Entreprises liées	Autres	Total	Entreprises liées	Autres	Total
Reprise sur amortissements, dépréciations et provisions					10	10
Intérêts sur prêts long terme	139 869		139 869	161 953		161 953
Intérêts sur comptes courants	4 077		4 077	213 106		213 106
Prêts sociétés du groupe	452 566		452 566	521 839		521 839
Produits des swaps	1 265	401 383	402 648	5 181	450 220	455 401
Intérêts sur dépôts bancaires					71	71
Profits nets de change ⁽¹⁾		1 095	1 095			-
Total	597 777	402 478	1 000 255	902 079	450 301	1 352 380

(1) Les profits et pertes nets de change s'analysent ainsi :

	31 décembre 2008	31 décembre 2007
Pertes de change	(2 296 971)	(1 443 920)
Profits de change	2 298 066	1 442 755
Total	1 095	(1 165)

11) Portefeuille d'instruments financiers dérivés

Les engagements hors bilan sur les instruments financiers dérivés sont présentés ci-dessous.
Ces montants fixent le niveau d'engagement notionnel sans être représentatifs d'une perte ou d'un gain latent.

Gestion du risque de taux	Au 31 décembre 2008						(en milliers d'euros) Au 31 déc. 2007
	Total	2009	2010	2011	2012	2013 et après	Total
Swaps d'émission et de couverture d'émissions obligataires à taux fixe ⁽¹⁾							
montant notionnel	13 573 726	756 458	1 897 779	3 269 170	3 067 682	4 582 637	11 702 831
Swaps d'émission et de couverture d'émissions obligataires à taux variable ⁽¹⁾							
montant notionnel	277 469			79 277		198 192	
Swaps de taux long terme							
Swaps prêteurs à taux fixe							
montant notionnel	2 624		1 614			1 010	1 155
Swaps prêteurs à taux variable							
montant notionnel	24 624	22 000	1 614			1 010	3 484

(1) cross currency swaps et swaps de taux adossés aux emprunts obligataires

Gestion du risque de change	Au 31 décembre 2008						(en milliers d'euros) Au 31 déc. 2007
	Total	2009	2010	2011	2012	2013 et après	Total
Swaps de change							
montant notionnel	852 946	343 224	109 596	64 126	32 000	304 000	1 537 675
Contrats à terme de devises							
montant notionnel	6 000	6 000					6 000

12) Valorisation de marché des instruments financiers dérivés

Au 31 décembre 2008, la valorisation de marché des instruments financiers dérivés s'établit avec la décomposition suivante :

	(en milliers d'euros)	
	31 décembre 2008	31 décembre 2007
Swaps d'émission	322 064 ⁽¹⁾	247 285 ⁽¹⁾
Swaps de taux court terme	-	-
Swaps de taux court terme	(79) ⁽¹⁾	(58) ⁽¹⁾
Instruments financiers à terme de devises	(7)	52

(1) la valeur de marché des swaps est donnée "pied de coupon"

13) Consolidation

Les comptes de Total Capital sont consolidés par intégration globale dans les comptes du Groupe Total.

14) Intégration fiscale

Une convention d'intégration fiscale a été signée entre Total Capital et TOTAL S.A..
Ainsi depuis le 1^{er} janvier 2000 Total Capital, filiale de TOTAL S.A. est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale de TOTAL S.A..

15) Personnel et organes de direction

Total Capital bénéficie de l'assistance technique et administrative du personnel du Groupe Total et ne verse aucune rémunération aux membres du Conseil d'administration.



TOTAL CAPITAL
Siège social : 2, place Jean Millier
La Défense 6 - 92400 Courbevoie
Capital social : 300 000 euros
428 292 023 RCS Nanterre

www.total-capital.total.com